

L'ajournement

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 66 du Règlement.

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES A) L'OBSERVATOIRE DE RADIOASTRONOMIE D'ALGONQUIN. B) L'UTILISATION DU MATÉRIEL DE L'OBSERVATOIRE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, le 3 novembre, j'ai demandé au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) d'expliquer comment le directeur de l'Institut Herzberg, qui exploite le télescope de l'Observatoire de radioastronomie d'Algonquin, avait pu aviser 25 employés permanents que, du fait que le budget avait été réduit de 1 million de dollars, l'observatoire serait fermé l'an prochain et leurs emplois progressivement supprimés. Je voulais que le ministre m'explique ce qui se passe. Or, voici ce qu'il a répondu, selon la page 1006 du *hansard*:

On a annoncé une réduction du programme. Toutefois, l'avenir à long terme de l'observatoire n'a pas encore été arrêté . . .

Le Conseil étudie diverses solutions.

Il s'agissait d'une drôle de réponse de la part du ministre, car les employés savent maintenant que l'Observatoire de radioastronomie d'Algonquin fermera ses portes le 31 mai prochain. Les 19 personnes qui assuraient le fonctionnement et l'entretien de cette installation vont perdre leur emploi.

Je prétendais alors que la décision avait été prise et qu'on allait sacrifier les 25 postes de l'Institut Herzberg. Puisqu'on ne pouvait pas rénover l'observatoire, on a décidé de le fermer. Combien cette décision a-t-elle coûté? On s'apprête à mettre au rancart une installation de 40 ou 50 millions de dollars alors qu'on aurait pu la rénover pour en faire un observatoire de calibre international. Le Canada va perdre à tout jamais une équipe dont les spécialistes de ce secteur, d'un bout à l'autre du Canada et dans de nombreux autres pays, ont vivement loué la compétence. Les astronomes canadiens seront obligés d'aller aux États-Unis, notamment au Massachusetts et en Virginie de l'Ouest. Autrement dit, nous utiliserons désormais des installations étrangères alors que nous aurions pu fournir ces services à nos chercheurs et à d'autres.

● (1800)

Le Canada négocie actuellement avec la Grande-Bretagne l'achat de temps d'utilisation de son télescope installé à Hawaii ce qui nous fait passer de fournisseur de service à acheteur. Ce n'est là qu'un exemple des conséquences de l'attitude mal inspirée du gouvernement face à la recherche scientifique. Lorsque les conservateurs siégeaient de ce côté-ci, ils écoutaient comme nous les critiques des représentants de la communauté scientifique, du secteur privé, des universités et des laboratoires gouvernementaux qui alléguaient que pendant que les autres pays industrialisés de l'OCDE et le Japon consacraient entre 2 et 2,5 p. 100 de leur produit national brut à la recherche et au développement, le Canada se contentait d'environ la moitié de ce pourcentage. A maintes reprises, les spécialistes de la question nous ont affirmé que cette situation nuirait à la capacité du Canada dans ce domaine au cours des 25 prochaines années et réduirait sa compétitivité face aux autres pays

qui progressent rapidement en cette période de foisonnement des découvertes scientifiques.

Le premier ministre (M. Mulroney) a promis qu'un gouvernement conservateur agirait rapidement pour porter au chiffre magique de 2,5 p. 100 la part du PNB consacrée à la recherche et au développement. Il n'a pas précisé que cela ne se produirait qu'une fois notre beaucoup trop grand déficit résorbé. Les conservateurs ont remporté les élections. Ils forment le gouvernement qui a la plus forte majorité jamais enregistrée par aucun parti, mais où en sommes-nous? Nous consacrons maintenant à la recherche et au développement une portion plus petite de notre PNB que sous la précédente administration libérale. Si nous examinons la proposition du gouvernement, nous constatons que d'ici 1990, il n'y aura aucune augmentation des crédits à moins que le secteur privé n'accroisse de façon marquée ses investissements dans la recherche scientifique, ce qui amènerait le gouvernement à verser des fonds équivalents à ces investissements.

En conséquence de cette attitude, le CNR a été sacrifié pour réorienter les fonds vers la réduction du déficit et le programme spatial. Les organismes subventionnaires, les universités et les programmes ministériels de recherche ont dû absorber des compressions. Pourtant, le premier ministre prononce de beaux discours sur l'importance de la recherche et du développement pour le Canada, en sachant parfaitement que nous sommes loin de nous rapprocher du chiffre de 2,5 p. 100 de notre PNB promis pour la recherche et le développement.

La question que je pose au gouvernement est simple : Comment le premier ministre et le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie peuvent-ils continuer à faire le genre de déclarations que l'on sait lorsque des organismes comme l'Observatoire Algonquin de radioastronomie et l'Institut océanographique Bedford de Halifax sont maintenant choses du passé?

● (1805)

M. Gordon Towers (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Pour des raisons qui m'échappent, imputables pour la plupart à l'opposition, cette question fait l'objet de beaucoup de rumeurs erronées et soulève de nombreuses préoccupations. Je me réjouis de pouvoir mettre les choses au point. J'espère que tous les députés que la question intéresse m'écouteront attentivement.

Le CNR est chargé entre autres choses de l'exploitation et de la gestion de tout observatoire astronomique construit ou entretenu par le gouvernement du Canada. A l'heure actuelle, le CNR gère trois observatoires: les radiotélescopes à Algonquin et Penticton, un télescope optique et un centre de traitement de l'information à Victoria. Le CNR s'occupe également du télescope optique Canada-France-Hawaii à Mauna Kea, à Hawaii, en échange d'un temps d'utilisation de 40 p. 100. Ces instruments sont mis à la disposition des chercheurs universitaires du Canada et d'autres pays, qui s'en servent d'ailleurs abondamment, bien que le CNR compte lui-même beaucoup d'astronomes compétents. M. Herzberg qui poursuit ses travaux dans le domaine témoigne de la qualité de ce travail.